

Francis WURTZ
Conférence
"pour la normalisation
des relations UE-Cuba"
PE - Bruxelles
26/05/2008

Cher Miguel Angel,
Chers amis,

Je me réjouis de cette initiative conjointe du groupe d'amitié du Parlement européen avec le peuple cubain et du Grupo Sur. Cette conférence, et le message qui doit en sortir à l'adresse du Conseil, viennent à un moment très opportun:

A la fois:

- à la veille de la réunion des ministres des affaires étrangères de juin, qui doit décider de l'avenir des relations UE avec Cuba, après la "position commune" adoptée en 1996 et les sanctions mises en place en 2003, gelées en 2005 mais jamais éliminées;
- et au lendemain de ce que beaucoup d'observateurs ont appelé un "tournant" à Cuba, marqué par l'enclenchement d'un processus prometteur.

J'ai conduit une délégation de mon groupe, dans ce contexte, à Cuba début février. Nous sommes revenus avec:

- d'abord la certitude de la volonté de la direction cubaine d'entamer un dialogue politique global avec l'Union européenne à la seule condition que les sanctions soient éliminées, que la "position commune" soit révisée pour ouvrir la voie à la normalisation des relations UE-Cuba.
- ensuite, nous sommes revenus avec la conviction d'une prise de conscience au plus haut niveau de la direction cubaine que le moment est venu - dans le cadre du choix politique qui est celui de Cuba - de voir les problèmes en face - problèmes économiques, problèmes sociaux et sociétaux, problèmes politiques, réalités internationales - et d'aller, selon les mots de Raoul Castro, vers des "changements conceptuels et structurels".

Du côté de l'Europe, il faut se féliciter de certains "bougers" notables: notamment de la part de gouvernement espagnol et de la part du Commissaire Louis Michel et de Madame la Commissaire Ferrero-Waldner. Même aux Etats-Unis, le débat sur Cuba évolue. On vient de le voir avec la passe d'armes entre MM. McCain et Barrak Obama, le premier comparant Fidel à Hitler, ce qui est un bon indicateur du niveau du débat politique chez les républicains sur ce sujet; le second plaidant, en revanche, clairement pour ce qu'il appelle "la diplomatie directe sans condition préalable". Mais les choses évoluent jusque chez les Cubains américains de Miami, dont le nouveau porte-parole, sensible aux attentes des plus jeunes générations, a demandé qu'on "essaie de nouvelles approches".

Et le Conseil? Dans cet environnement en pleine évolution, va-t-il saisir la chance d'une normalisation des relations, ou allons-nous vers une grave occasion manquée? C'est la question!

Laisser passer ce moment favorable serait extrêmement dommageable pour les deux parties.

- Pour Cuba, cette normalisation serait, en effet, hautement bénéfique à tous égards:
 - d'abord, un développement des coopérations serait particulièrement bienvenu au moment où les nouvelles priorités s'appellent:
 - relance de l'agriculture;
 - construction et réhabilitation massive de logements;
 - développement des transports publics;
 - correction des effets pervers de la double circulation monétaire;
 - et d'une façon générale amélioration des conditions de vie et réduction des inégalités.
 - Ensuite, un dialogue politique avec l'UE fondé sur le respect mutuel contribuerait à réduire les tensions nourries en permanence par les effets du blocus américain et du harcèlement du lobby anti-cubain du puissant voisin.

Mais pour l'Europe aussi, une telle normalisation des relations avec Cuba serait d'un grand apport.

D'une part, parce que l'Amérique latine est en pleine effervescence démocratique. Une attitude plus constructive de l'Union vis à vis de Cuba améliorerait certainement le climat de nos rapports avec ces peuples, aujourd'hui souvent marqués par les attentes déçues.

D'autre part, parce qu'une attitude envers Cuba clairement dégagée de la tutelle des États-Unis renforcerait la crédibilité internationale de l'UE, qui en a grand besoin!

Personne ne demande à l'UE de taire ses divergences et ses critiques envers le système cubain. A condition de le faire d'une manière qui ne renforce pas mais, au contraire, dissipe le sentiment de "forteresse assiégée" dans un pays soumis au blocus, aux agressions, aux menaces et aux invectives de forces peu motivées par la cause des droits de l'homme, mais très animées par la soif de revanche.

Et puis, il faut savoir se libérer de la tentation de traiter des partenaires avec condescendance ou en donneur de leçons. Les Cubains aussi pourraient, le cas échéant, demander des comptes à l'Europe. Ainsi, qu'avons-nous fait, concrètement, pour la levée du blocus nord-américain, cette violation flagrante et cruelle du droit des peuples qui, s'il n'explique pas tous les problèmes de Cuba, constitue en tout cas un puissant facteur de déstabilisation pour ce petit pays situé à 160Km des États-Unis?

Que faisons-nous, concrètement, face à chacune des nombreuses blessures infligées à Cuba par cette hyper-puissance toujours revancharde, 50 ans après la défaite de son protégé Battista. Par exemple, dans l'affaire des "5 de Miami", ces cinq cubains chargés d'infiltrer les groupes paramilitaires d'extrême droite en Floride pour prévenir des actes terroristes contre Cuba, et qui, arrêtés, sont en prison aux États-Unis depuis 10 ans - certains même privés de toute visite de leurs proches à qui Washington refuse le visa d'entrée?

Oui, il y a matière à un vrai dialogue politique global, dans le respect mutuel.

Au demeurant, les premières mesures prises sous la responsabilité de Raoul Castro et avec l'aval évident de Fidel Castro - en particulier l'adhésion aux deux pactes de l'ONU, sur les droits politiques et civiques, et sur les droits économiques, sociaux et culturels, sont de nature à faciliter un dialogue constructif. Cuba s'engage en effet, à se soumettre à des inspections régulières du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies à partir de l'an prochain.

De même, un grand débat de société a-t-il été engagé dans l'île. Plus d'un million d'observations, de propositions, de requêtes et de critiques a été formulé. Le quotidien Gramma se fait lui aussi l'écho de ces attentes. Qui

veut que ce processus réussisse doit faire ce qui peut dépendre de lui pour en favoriser une issue positive. L'Union européenne peut y contribuer.

Le Conseil a les cartes en main. Il doit prendre ses responsabilités. Il est vrai qu'il faut plus d'esprit d'indépendance et de courage politique pour engager une normalisation des relations avec Cuba que pour clouer au pilori des rebelles à l'ordre établi. C'est pourtant à manifester cette indépendance et ce courage que nous appelons vivement le Conseil aujourd'hui.

Je vous remercie